

## Après le plan Sarkozy / Morin, après le plan Hollande / Le Drian, un nouveau plan de casse Macron / Parly ?

C'est en effet la question que nous pouvons légitimement nous poser au vu des infos évoquées actuellement au Ministère des Armées.

Alors que depuis quelques semaines circulaient des « rumeurs » sur une éventuelle réduction du nombre de Bases de Défense (BdD), le 31 janvier lors d'une réunion d'un groupe de travail sur la cartographie des comités sociaux, les représentants du ministère ont présenté une carte réduisant de 51 à 38 le nombre de BdD\*.

**Pour la Cgt, ce projet de l'Etat Major des Armées, présenté comme « non officiel », n'est cependant pas à prendre à la légère, loin de là.**

Alors que la Ministre doit présenter le 9 février aux organisations syndicales le projet de la future Loi de Programmation Militaire (LPM) il n'est pas anodin de constater que moins de 15 jours avant cette présentation, des informations de ce genre « fuient ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le ministère des armées utilise ces méthodes pour « préparer » les consciences des personnels à des annonces douloureuses.

Une réduction du nombre de BdD entraînerait de nouveaux regroupements d'activités, de nouveaux mouvements de personnels, de nouvelles suppressions d'emplois ...

S'il faut certes attendre la confirmation ou infirmation de ces informations, pour autant la démarche initiée par le ministère des armées confirme bien qu'il est, comme les autres ministères, dans une logique de réduction des emplois publics. Les projets de modification statutaires du SIAé ou d'externalisations au SCA en sont les preuves concrètes.

Ceux qui se félicitaient d'une augmentation du budget de la défense qui nous écartait de restructurations lourdes risquent d'en être pour leur frais.

**La Cgt, comme elle l'a toujours fait, s'opposera à toutes tentatives d'affaiblissement de l'outil de défense.**

**Les changements statutaires, les externalisations, les suppressions d'effectifs, les fermetures de services ou d'établissements, les mutations contraintes et forcées doivent être combattues partout et par toutes et tous. C'est en ce sens que notre organisation syndicale continuera à agir dans les jours et les semaines à venir.**